

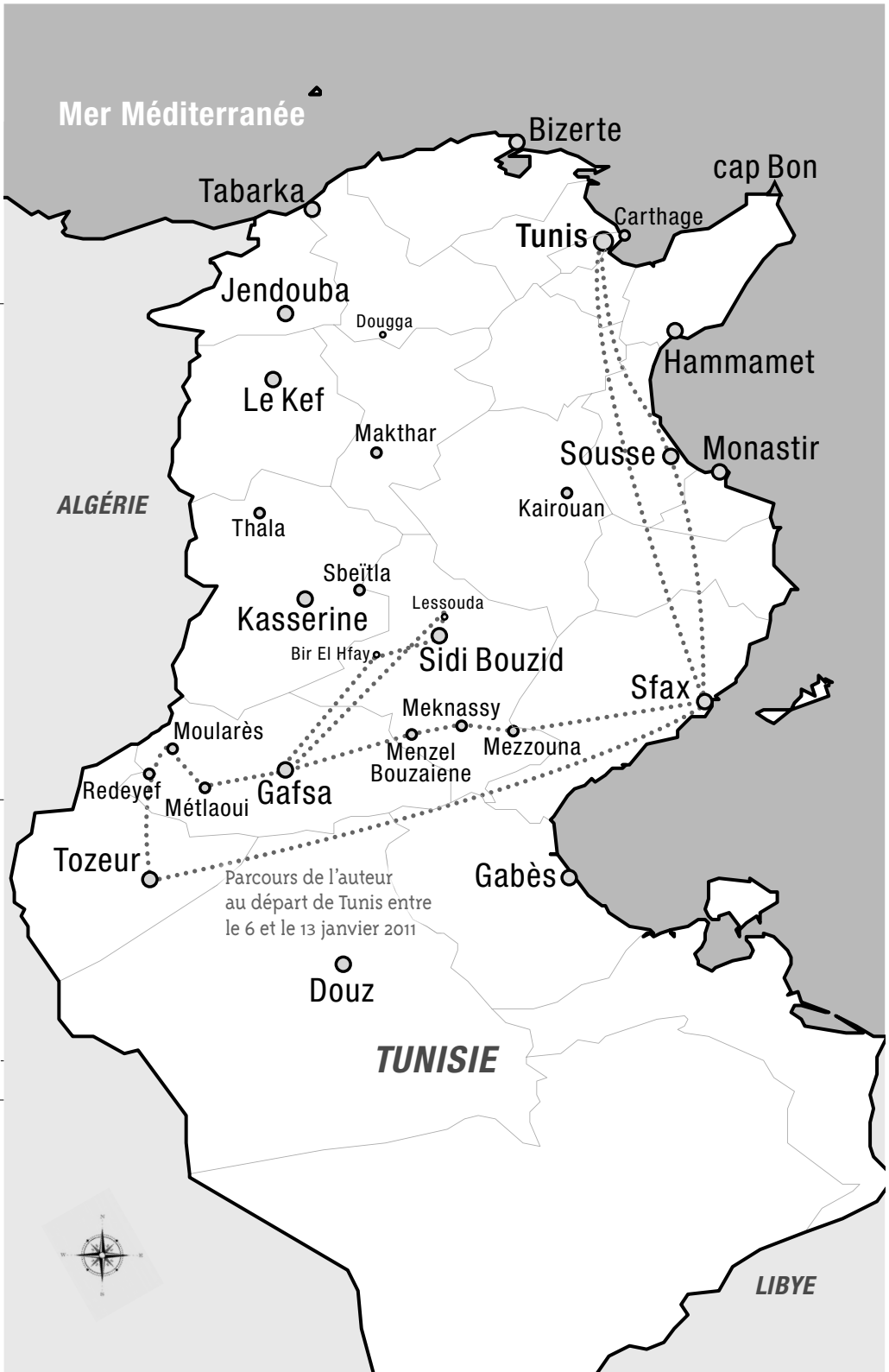
Olivier Piot

LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

DIX JOURS QUI ÉBRANLÈRENT LE MONDE ARABE

essai

{ LES Petits matins }



**À mes filles, Sarah, Manon, Margot et Odessa
À Mohamed Khemili, pour son courage et sa lutte
pour les droits démocratiques en Tunisie
À Alain Gresh**

INTRODUCTION UNE DIGNITÉ RETROUVÉE

Depuis la fuite en Arabie Saoudite de l'ancien président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, le 14 janvier 2011, les premiers actes de la révolution tunisienne sont encore hésitants et fragiles. Mais derrière l'apparent chaos, par-delà la valse des gouvernements et des ministres, et les attermolements de divers dirigeants associés au pouvoir sous l'ancien régime, le nouvel exécutif tunisien a fixé un cap important : la transition vers la démocratie.

Certes, cet État déstabilisé a pour l'instant été décapité sans que des pans entiers de l'ancien régime ne soient définitivement arrachés. Mais le processus démocratique est enfin en marche en Tunisie. Et si nul ne saurait prédire les voies qu'il empruntera, une chose est acquise : la vigilance du peuple tunisien et son aspiration à des droits démocratiques sont fortes.

Fiers d'être intervenus pour la première fois comme les protagonistes de leur histoire, des millions de Tunisiens (le pays compte 10,5 millions d'habitants) ont ébranlé le régime puis contraint Ben Ali à la fuite. Mobilisés pendant un mois pour chasser le tyran de Carthage, ils cherchent depuis une rupture la plus nette et durable possible avec le passé. Sorti du silence, le peuple somme à présent ses dirigeants politiques de tourner la page d'une période noire de son

histoire : les vingt-trois années de la présidence de Ben Ali, bien sûr, mais aussi, au-delà, les trois décennies de l'ère du précédent président, Habib Bourguiba (1956-1987), qui avait lui aussi tourné le dos à la « démocratie » en Tunisie.

Le caractère lucide et inflexible de cette détermination ne peut être compris sans revenir aux grandes étapes du mouvement qui a débuté le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid et dans sa région. D'une indignation locale et collective est née, au cœur des régions pauvres et bafouées de la Tunisie profonde, une puissante fronde sociale. Puis, de cette révolte sociale, spontanée et tenace, sortie des entrailles mêmes d'un pays cadennassé depuis des décennies, a émergé la contestation politique d'un peuple dans toutes les composantes de ses classes sociales. Une contestation si massive, si unanimement partagée, qu'elle a conduit à son paroxysme : la révolution tunisienne. L'objectif de ce livre est précisément de fournir les clés qui permettent de comprendre ce qui se joue depuis fin 2010 en Tunisie.

Des similitudes historiques

La révolution qui est toujours en marche dans ce pays présente de nettes similitudes avec d'autres grandes révolutions de l'histoire. Face au départ de Ben Ali, comment ne pas penser à la tentative de fuite de Louis XVI à Varennes ? Avec la « Caravane de la libération » et ses milliers de Tunisiens montés à pied vers Tunis, le 23 janvier, en brandissant d'immenses portraits de Mohamed Bouazizi, ce jeune homme qui s'est immolé par le feu le 17 décembre, comment ne pas penser à ces Fédérés de Marseille montés à pied à Paris en 1792 pour donner leur chant à la Révolution française ?

On se prend même à souligner une similitude de dates : 14 janvier 2011, chute de Ben Ali ; 14 juillet 1789, prise de la Bastille... Nous pourrions aussi revenir à la Commune de Paris (1870) ou encore à la révolution russe de 1917. Cette dernière fut également le fruit d'un long processus entamé en février 1917 (par le renversement du tsar Nicolas II), avec, là encore, divers gouvernements de transition avant la rupture totale, durable, du régime social et politique en octobre 1917.

Enfin, la révolution tunisienne n'a-t-elle pas d'ores et déjà propagé une onde de choc dans tout le monde arabe, comme surent le faire en leur temps la Révolution française et la révolution russe dans toute la vieille Europe ?

Les révolutions populaires profondes, massives, ont ceci en commun de poser subitement au plus grand nombre la question fondamentale du pouvoir. N'est-ce pas, au fond, cette caractéristique qui en fait des « révolutions » et non de simples soulèvements ? Dans cette marche forcée vers des droits démocratiques, quel rôle joue l'État ? Le gouvernement ? La police ? L'armée ? Quelles sont les intentions de tel dirigeant ou de telle formation politique ? Comment rompre définitivement avec l'ancien régime ? Quelles voies suivre pour aller de l'avant ? Garantir les acquis et « protéger la révolution » ? Quelles formes d'organisation garantissent à cette révolution de ne pas être confisquée au peuple ?

Toutes ces questions furent au centre des grandes révolutions du passé. Elles agitent depuis le 14 janvier le peuple tunisien et interpellent ses dirigeants. La volonté, fin janvier 2011, de créer un Comité des sages ne fait-elle pas écho au fameux Comité de salut public, organe exécutif de la France révolutionnaire de 1793 ?